

NON à la justice coloniale et à la répression en Kanaky/Nouvelle-Calédonie



Lancée le 24 juin 2024

Pourquoi cette pétition est importante ?



Depuis décembre 2021, le gouvernement Macron a choisi son camp en prenant parti ouvertement pour les loyalistes. Il a préparé et présenté la loi constitutionnelle envisageant d'élargir le corps électoral en Nouvelle-Calédonie pour minoriser les Kanak sur leur territoire. Les indépendantistes ont d'abord commencé par se mobiliser pacifiquement depuis le mois d'octobre 2023 avec la création de la CCAT (Cellule de coordination des actions de terrain). Le vote de cette loi le 13 mai 2024 et la perspective de la réunion du congrès à Versailles fin juin 2024 ont mis le feu aux poudres. Macon en avait allumé la mèche.

Le pays est en révolte et les milices loyalistes marchent aux côtés des forces de l'ordre de l'État français pour réprimer et assassiner les militants indépendantistes, au premier rang desquels se trouvent les Kanak, peuple colonisé.

Depuis le 12 mai, l'État français mène une politique de criminalisation de l'action politique kanak. Il y a une dizaine de personnes décédées, 1 260 gardes à vue, 210 déferrements, 93 incarcérations, plus de 340 interpellations en justice, et plus de 260 mesures de travail alternatif. Et les interpellations continuent.

Onze responsables de la CCAT ont été arrêtés et incarcérés. Sept d'entre eux, 2 femmes et 5 hommes, viennent de passer devant la justice calédonienne et ont été immédiatement déportés vers les prisons françaises. Cette déportation est contraire aux droits démocratiques garantis par la convention européenne des droits de l'Homme.

